150. L'Acte 29-30 Vict., Ch. 22, exige que les portes des églises, théâtres, salles et autres édifices publics ouvrent facilement à l'extérieur, et que les portes des clôtures demeurent ouvertes et fixes pendant que ces bâtisses sont occupées par le public, à moins qu'elles ouvrent facilement à l'extérieur, sous peine d'une amende n'excédant pas \$50, et d'une autre amende de 5 piastres pour chaque semaine qui s'écoule après la plainte légale, si la loi reste encore sans exécution. (Sections 1, 2 et 3.)

151. Dans les cités, villes et villages incorporés, le grand constable, le chef constable ou de police, doit faire exécuter cette loi sous peine d'une amende n'excédant pas \$50. (Sect. 6.)

152. Les municipalités rurales peuvent nommer un officier pour faire exécuter cette loi. (Sect. 7.)

153. Cet Acte ne regarde pas les couvents ni les chapelles qui en dépendent. (Sect. 8.)

154. Les Commissaires, nommés en vertu du Chapitre 18 des Statuts Refondus du Bas-Canada, peuvent faire, au sujet des églises et autres bâtisses servant au culte, mentionnés au dit Acte, des règlements pour déterminer la dimension et le nombre de portes dans ces églises ou bâtisses, et des portes cochères (*street gates*) qui y conduisent, et aussi la dimension et la construction des escaliers et bras d'escaliers dans les dites bâtisses, et la force des poutres et soliveaux et leurs appuis, et ces règlements, après avoir été sanctionnés par les autorités ecclésiastiques mentionnées au dit Chapitre 18, ont force et effet. (Sect. 4.)

Assemblées de paroisse.

155. Les assemblées de paroisse sont convoquées quand il s'agit de construction ou grosse réparation d'église, de presbytère, de chapelle ou de cimetière ; d'érection, de division ou de réunion de paroisses ; de reddition des comptes des syndics chargés de la construction ou réparation des édifices et propriétés à l'usage du culte ; de l'élection des Marguilliers ; de la reddition des comptes du Marguillier en exercice, et généralement chaque fois que les affaires peuvent intéresser les paroissiens en général, par exemple quand il s'agit d'aliénations. (Stat. Ref. du B.-C., Ch. 18, sect. 8.)